

## Hier, aujourd'hui, demain...

### Kervégan, toujours en mouvement pour porter le débat d'idées citoyennes

Par Alain Boeswillwald & Jacques Crochet, Président et ancien Président de l'Institut Kervégan

En ce début d'année, et à l'occasion de l'ouverture de ma présidence de l'Institut, je souhaite tout d'abord remercier sincèrement Jacques Crochet pour le travail accompli ces dernières années, et son accompagnement dans la mutation de l'Institut. Comme il aime à le rappeler « les hommes n'ont souvent que le choix du projet contre le déclin ».

En réaffirmant et consolidant le positionnement de notre Institut, nous nous sommes délibérément portés sur le choix des projets. Les diverses commissions mises en route, et dont pour la plupart les travaux ont abouti ou vont s'achever dans l'année en cours, confirment la vitalité de notre association.

A partir des travaux déjà engagés, nous mènerons une réflexion en 2019 pour définir une nouvelle stratégie de développement. Cette étape nous semble d'autant plus importante qu'elle impactera de manière directe notre budget et donc les conditions de notre avenir.

Les fondations de cette nouvelle stratégie s'appuieront sur quatre pôles de positionnement:

- > Un cercle de réflexion, visant par le débat et les échanges à participer au développement personnel de nos membres ;
- > Un espace pour le débat public, avec l'organisation d'événements ouverts à tous ;
- > Un réservoir d'idées citoyennes, visant dans une société en pleine mutation à éclairer la décision publique

notamment par la mise en lumière de signaux faibles ;

> Un réseau local permettant à ses membres d'affirmer un engagement citoyen.

Il paraît d'ores et déjà nécessaire de continuer à nous appuyer sur nos rendez-vous mensuels des adhérents. Ces temps de rencontre et de débat si rares et précieux aujourd'hui sont essentiels. Ils représentent le savoir-faire de l'Institut Kervégan depuis 40 ans, porté par des valeurs d'écoute, de tolérance et de respect, le tout dans un climat apaisé et serein.

Nous participerons également au débat public afin de faire entendre la parole des adhérents de l'Institut sur les sujets qui agitent notre territoire et au-delà. Notre contribution au grand Débat National en témoigne. Nous vous invitons d'ailleurs à prendre connaissance de notre dossier spécial dans cette Tribune Libre.

Bien sûr nous poursuivrons l'organisation d'événements, conférences et débats, ouverts à tous, avec la volonté de trouver de nouveaux partenaires ou co-organisateurs.

Toutes ces actions et le travail engagé sur la nouvelle stratégie de développement devront être guidés par une réflexion sur les grands enjeux liés aux mutations que rencontre notre société. C'est en prenant le temps de la réflexion en toute liberté et sans parti pris que nous voulons apporter un éclairage différent, parfois même décalé aux sujets qui font débat et peut être ainsi percevoir

les signaux faibles de l'évolution de notre société.

C'est dans cet esprit que nous avons élaboré notre programme d'actions pour cette année avec en point d'orgue notre 40<sup>e</sup> anniversaire. Cette soirée sera l'occasion de revenir sur notre histoire liée à celle de la construction de la métropole nantaise mais il sera également question de s'interroger sur la place du débat public et des démarches collaboratives face aux grandes transitions. Nous vous donnons donc rendez-vous le 16 mai prochain pour fêter cet anniversaire.

Pour l'avenir, nous sommes convaincus que Kervégan doit poursuivre son évolution. Une nouvelle vision de l'Institut et de son environnement s'impose, le monde a changé. Si les valeurs qui l'ont inspiré gardent toute leur pertinence, son schéma de fonctionnement, son modèle économique, doivent encore évoluer pour se consolider. Au-delà de ses membres, l'Institut Kervégan a su s'ouvrir vers l'extérieur avec la constitution d'une « communauté Kervégan » composée de personnes proches par le partage de valeurs d'une éthique, du sens de l'écoute et de l'échange avec un intérêt commun pour les idées et le débat citoyen.

Rejoignez-nous !

A très bientôt. ■



Alain  
BOESWILLWALD



Jacques CROCHET



# Dossier spécial

## Le grand débat national

Le 5 mars 2019 les adhérents de l'Institut Kervégan se sont réunis au café du marché pour apporter leur contribution au Grand Débat national. Le choix a été de mettre en débat une thématique unique, démocratie et citoyenneté qui constitue l'ADN de notre institut mais qui apparaît également comme transversale à l'ensemble de nos travaux. Nos échanges ont été structurés autour de trois sous thèmes animés par un référent et débattus en petits groupes (30 min par thème) :

- Représentation du citoyen et système électoral
- Démocratie locale et concertation
- Confiance et transparence

Dans l'esprit de l'Institut Kervégan, notre contribution est le résultat d'un échange de points de vue et de situations vécues. Plus que de proposer directement des réponses, la complexité des sujets nous a conduit à présenter une somme de questionnements dont les réponses soumises au débat, doivent permettre d'éclairer les décideurs.

## IK FAIT SON GRAND DÉBAT : Démocratie et citoyenneté

### REPRÉSENTATION DU CITOYEN ET SYSTÈME ÉLECTORAL

Une première question s'est imposée, celle de la participation aux élections : « Comment ramène-t-on les citoyens au vote ? ». En se penchant sur cette interrogation, on trouve les racines de l'émergence des contestations actuelles et les raisons de la crise de représentation que nous vivons en France notamment avec les « Gilets Jaunes ». Il est apparu rapidement nécessaire de repenser le système électoral proposé depuis 1958 : scrutin uninominal majoritaire à deux tours, élection au suffrage universel direct du Président, passage du septennat au quinquennat, inversion des calendriers. Il a prouvé son efficacité mais aujourd'hui nous faisons le constat d'un système hyper présidentiel qui bloque. Quel levier actionner pour remettre la machine en route ? C'est ce que nous avons tenté de questionner au travers divers scénarios : Vote blanc, proportionnelle, mandat impératif, vote obligatoire, légitimité démocratique, rôle de la technostructure, diversité et représentativité des élites.

#### Prendre en compte l'avis des citoyens non représentés

Regardons un peu en arrière, sous la IV<sup>e</sup> république notre système politique fonctionnait sous la forme d'un mandat électif. Ses limites ? Des difficultés à mettre en action les réformes. Avec l'arrivée de la V<sup>e</sup> république, nous constatons un système dirigé par les élites, devenu ultra présidentiel. Alors quels leviers actionner ? Voici nos propositions :

#### Une démocratie représentative plus légitime avec la reconnaissance du vote blanc

La question du vote blanc s'est tout de suite installée dans la discussion. Le pouvoir doit-il être le représentant de toutes les opinions ? Aujourd'hui il est clair que non. D'où la nécessité d'une démocratie représentative plus affirmée avec la prise en compte du vote blanc aux élections mais aussi en réintroduisant une dose de proportionnelle, entre 15 et 20 %.



Il a notamment été proposé qu'en cas de majorité de votes blancs lors d'une élection, de repartir à zéro en recommençant l'élection afin de trouver un candidat plus légitime. La nécessité de donner plus de temps entre les deux tours, quinze jours étant beaucoup trop court pour forcer les alliances est une proposition à envisager. En complément à la reconnaissance du vote blanc, s'ouvre nécessairement une interrogation sur l'instauration du vote obligatoire. La question de la démocratie directe par référendum s'est posée mais cette option a assez vite été écartée car estimée trop dangereuse en ce qui concerne les questions politiques. Le référendum pourrait éventuellement être envisagé au niveau local sur des questions simples.

### Une dose de proportionnelle

Nous faisons le constat d'une dichotomie entre le système représentatif de l'élection présidentielle et le mandat représentatif. Les français ont une relation particulière, et tiennent, à l'élection présidentielle au suffrage universel direct, ils ont besoin d'une certaine légitimité. Mais ils veulent également pouvoir agir directement, sentir que leurs choix sont pris en compte. Mettre en place un mode d'élection beaucoup plus différencié qu'aujourd'hui en agissant par

exemple sur l'élection des deux chambres, une au suffrage universel directe et l'autre à la proportionnelle.

### Un contre pouvoir plus important

Nous pensons que pour rendre plus légitime la démocratie représentative, il faut un contre pouvoir plus fort. Ainsi, nous proposons de déplacer les législatives avant l'élection présidentielle et de revenir au septennat.

### Voter pour un homme plutôt que pour un programme

La figure du Président reste une figure importante dans le système français. Les représentants politiques devraient être élus sur une vision globale, sur leur capacité à être de bons stratèges et non sur des programmes souvent complexes et très techniques, difficilement compréhensibles. Nous constatons une volonté d'élire un homme plutôt qu'un programme. Alors pourquoi pas un vice-président plutôt qu'un premier ministre ?

### Le mandat impératif

Une question majeure a agité nos débats au sujet de la nature du mandat confié au Président. Avec le système actuel, nous donnons beaucoup de pouvoir à quelqu'un qui n'est pas obligé de faire ce qu'il dit. Remédier à cette question est primordial afin de pouvoir résoudre la crise de défiance envers la politique et les élites.

### Contestation des élites, rééquilibrer les pouvoirs

Un constat de crise des élites et une contestation de leur légitimité nous ont conduits à nous interroger sur la nécessité d'un rééquilibrage :

- Rééquilibrage entre représentation du citoyen et participation ;
- rééquilibrage entre le politique et la technocratie. Nous constatons, en effet, un éloignement du politique de la décision. Il faut dissocier la technocratie du politique ;
- rééquilibrage dans le parcours des élites qui nous gouvernent, tous issus des mêmes grandes écoles, notamment l'ENA, pour faire face à un ascenseur social en panne et au constat d'un « pouvoir par les études ».



## DÉMOCRATIE LOCALE ET CONCERTATION

**T**rès vite trois grandes questions ont émergé des échanges :  
 La concertation est-elle réellement utile ? Quelle place pour la démocratie locale par rapport à la démocratie représentative ?  
 La concertation a-t-elle un sens ?

### La concertation pour quoi faire ? Agir pour une meilleure utilité

Un citoyen qui s'exprime lors d'une concertation doit savoir quel impact il va avoir : « Quand je dis quelque chose est-ce que c'est écouté ? »

Il apparaît que les initiatives de concertation génèrent souvent une certaine frustration de la part des participants qui ont le sentiment de ne pas être écoutés. On constate d'ailleurs que de moins en moins de personnes participent. Le manque de clarté et de transparence peut expliquer cette situation. Pourtant une multitude de formes de participation existent et cela depuis longtemps : l'information, la consultation, la concertation, le débat public, la conciliation, le référendum, la conférence de citoyens, la cellule de planification, le jury de citoyens, le workshop, le sondage délibératif ou encore l'enquête publique. Comment y voir clair, quel outil choisir ? Il apparaît nécessaire de simplifier les choses et de mieux communiquer sur leurs principes afin de pouvoir les utiliser correctement et efficacement.

Nous nous sommes particulièrement penchés sur le cas des enquêtes publiques. Il semble que pour cette forme de participation le niveau local est plus approprié que le national. Des difficultés sont toutefois à noter en fonction de l'ampleur du projet. Il faut redonner aux enquêtes publiques un véritable sens.

Les conditions de réussite d'une concertation se basent sur le niveau d'implication des personnes et sur la perception qu'elles ont du résultat de leur participation. L'idée de développer des ateliers participatifs au niveau local afin de pouvoir choisir un certain nombre de projets à faire naître semble intéressante. En effet, l'objectif est de rendre le citoyen acteur du sujet en agissant donc plus en amont. La concertation

doit être montée tout au long de l'élaboration du projet. Pour que ça fonctionne, il faut que le périmètre soit cohérent. La décision finale doit être exprimée avec clarté.

Quelle est la recette du succès d'une concertation réussie ? Première étape, il faut que la représentativité des participants sollicités soit la première des préoccupations. Il faut également veiller à ce que l'authenticité du questionnement que l'on envisage de poser soit fondée.

### La place de la démocratie locale par rapport à la démocratie représentative

Il est important de faire une distinction basée sur la taille des communes. En effet, le rapport au citoyen est totalement différent suivant la dimension de ces communes. Il faut savoir adapter cette façon de revenir vers et de faire participer en questionnant le bon périmètre. La pertinence du recours à la démocratie locale est très conditionnée à la complexité du sujet. Plus le sujet est technique et demande des connaissances particulières, plus il est difficile de recourir à la démocratie locale. Un point de vigilance est à noter. Il faut veiller en effet au maintien d'un bon équilibre entre le poids de l'élection et celui de la concertation. Il a également été question de revoir le cumul des mandats dans le temps au niveau local. Nous préconisons de le limiter à deux mandats de six ans maximum pour les maires.

### La concertation a-t-elle vraiment un sens ?

A travers cette question nous nous sommes interrogés sur la vraie représentativité de la concertation, à quoi peut-elle ressembler ? Peut-elle réellement exister ? Pour répondre à ces questions, il est apparu important de s'intéresser à la place de l'intérêt particulier dans le processus de participation. Il est certain que le sens de la concertation varie suivant le type et le stade d'avancement du projet. Nous avons fait le constat qu'il est nécessaire de distinguer les questions d'opportunité qui doivent précéder, pour les gros dossiers, celles de la faisabilité.



Enfin pour réaffirmer le sens de la participation et de la concertation, nous avons regardé du côté du référendum local comme levier intéressant, à la différence du référendum national. Nous sommes tombés d'accord pour dire qu'il est important de trouver le bon niveau de concertation. Nous proposons de questionner avant tout les « payeurs », il est en effet plus légitime que ce soit eux qui se prononcent. Pour aller plus loin sur le sujet du référendum, nous nous sommes penchés sur le « référendum enrichi » qui semble pertinent à mettre en œuvre. Le principe, former des groupes de citoyens tirés au sort et consultés pour expliquer et enrichir la question posée par les décideurs.

## CONFIANCE ET TRANSPARENCE

Lorsque nous parlons de confiance et de défiance, il faut se demander où se place cette défiance. Au niveau des institutions, des décisions (processus et finalité) ou des élus eux-mêmes ? Cette défiance ne se situe pas uniquement au niveau national mais traduit un mouvement de fond au niveau mondial avec une remise en question de nos systèmes de représentation et de nos élites. Nous constatons toutefois que des progrès en matière de transparence sont déjà en cours. Il faut néanmoins aller plus loin pour apaiser le sentiment actuel de manque de confiance du citoyen envers le politique.

### Reconstruire un projet de vie, un projet collectif

Nous avons l'impression que nous ne vivons plus aujourd'hui dans un espace collectif - nous ne sommes qu'une superposition de réseaux / sociétés qui ne se côtoient plus au quotidien.

Nous faisons le constat d'un rapport très individualiste, il s'agit, en effet, de satisfaire une somme d'intérêts particuliers. En découle alors des difficultés à se projeter et finalement à visualiser un projet de société, de vie qui semble ne plus être perçu au niveau local comme au niveau national.

Aujourd'hui, il est souvent apporté des réponses à très court terme à nos demandes. Alors, nous ne parvenons plus à savoir où nous allons collectivement. Ajoutons à ce constat le rôle

de la presse et de la communication politique qui aujourd'hui s'arrête plus sur la forme que sur le fond : « nous commentons plus que nous agissons ». L'absence de récit et d'incarnation dans un projet de société a pour effet que nous ne nous reconnaissons plus dans nos institutions, elles ne représentent plus totalement nos aspirations et sont de plus en plus dans l'incapacité à représenter 63 millions de personnes dans toutes leurs différences. Nous assistons alors à une évolution de notre société vers une approche très individualiste.

### Décider c'est savoir ?

Pour avoir confiance, nous avons établi qu'il est nécessaire de pouvoir comprendre. Il s'avère en effet que l'on comprend assez peu comment est construit l'impôt, par exemple, ou comment est construite la décision, comment on la prend ? On comprend aussi finalement assez peu comment est dépensé l'argent, la fiscalité globale, à qui sert-elle ? Comment est-elle utilisée ? Toutes ces incompréhensions engendrent beaucoup d'a priori. Dans ce contexte, on peut émettre des doutes sur la capacité du peuple à décider directement sans avoir les clés de ces décisions. Nous partons du postulat que parfois les clés de décisions sont entre les mains de la technocratie et qu'elle ne les partage pas forcément et ce parfois de manière volontaire.

### Embouteillage électif

Le changement de calendrier électoral se traduit aujourd'hui par de longues périodes sans élection et une impossibilité de remettre en question les majorités et les élus. Nous donnons d'une certaine manière un blanc-seing à nos élus. Pourtant la confiance doit à l'inverse être renouvelée en permanence. A ce titre, il semble nécessaire de mener une réflexion sur le processus d'influence et de contestation des institutions.

### Des attentes vis-à-vis des élus

Dans le prolongement des deux précédents points, nous ne savons plus finalement pourquoi nous devons faire confiance aux élus.



Qu'attend-on réellement d'eux ? Paradoxalement, nous avons voulu un respect des programmes, par exemple, pourtant nous remettons en cause les élus qui mettent en œuvre ces programmes.

### Affirmer le principe de subsidiarité

Notre état jacobin manque de décentralisation et ne s'interroge pas sur l'échelon le plus adapté pour mener des politiques. Nos collectivités doivent aller vers plus d'autonomie et être les seules en capacité d'agir sur certain point. Malgré tout, nous devons nous interroger sur le mode d'élection de nos représentants. Par exemple, nous n'élisons pas nos représentants au niveau métropolitain et communautaire alors que ces derniers ont une importance forte.

S'interroger sur la pertinence du vote obligatoire, une fausse bonne idée pour lutter contre l'abstention ? En effet, le constat est fait que nous ne nous sentons plus représentés individuellement. Nos aspirations individuelles ne s'inscrivent plus dans un collectif et appellent à se représenter elles même. La difficulté exprimée par les gilets jaunes à trouver un représentant l'explique notamment.

### Pour faire confiance, il faut savoir où l'on va.

En conclusion et si nous devons résumer notre réflexion en un mot, nous retenons la notion de **récit** : expliquer, partager l'information, savoir où l'on veut aller, entendre et écouter, avoir les clés pour décider sont les points de départ du changement attendu. ■

## Ce qu'ils en disent...

### POUR UNE NOUVELLE EUROPE

Les élections européennes du 26 Mai, pourtant si proches, mobilisent assez peu les médias, concentrés sur les derniers faits divers politiques et sociétaux. La discrétion qui entoure la diffusion des différents programmes des candidats, les incertitudes autour du Brexit, et l'absence d'efforts pédagogiques depuis de longues années pour « expliquer » l'Europe, ne contribuent pas à entraîner vers les urnes des citoyens français déçus par l'Europe, et qui n'ont plus confiance dans ses institutions.

### L'Europe face à ses critiques

Face à un ensemble de critiques envers l'Europe, il est légitime de se demander comment en est-on arrivé là ? Une désillusion qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs représentant les principaux défis des prochaines élections européennes. Tout d'abord une intégration économique privilégiée, au détriment d'une harmonisation sociale et d'une mise en avant de valeurs communes. Ensuite, l'intégration de nouveaux pays qui s'est faite beaucoup trop rapidement, fût source de déséquilibres et de blocages. Nous constatons alors une solidarité fragile entre les éléments d'un ensemble disparate. Une Europe qui ne protège

Par  
Jacques CROCHET



plus, contrairement aux promesses : chômage, vie chère, délocalisation, immigration mal contrôlée sont les maux auxquels sont confrontés la plupart des européens...

Plus globalement, nous sommes face à des Institutions européennes trop complexes, opaques, éloignées des préoccupations quotidiennes des français. L'Europe, ce devait être l'union, la puissance. Aujourd'hui, elle ne pèse pas suffisamment au plan politique et économique face aux États Unis, et à la Chine. Elle représente pourtant 15 % de la population mondiale, soit un marché de plus de 500 millions d'habitants. Mais c'est aussi un vieux continent chargé d'histoire, ce qui en fait sa richesse et sa culture, mais aussi ses freins et ses difficultés à croire en son avenir.



Il peut donc paraître simple d'être eurosceptique, de taxer l'Europe de tous nos maux, et de se laisser séduire par une forme de repli identitaire, en l'absence de véritable projet politique européen. Mais à l'inverse, imposer toujours plus d'Europe, sans demander l'avis des peuples, ne pas entendre leur demande d'identité, de sécurité, de souveraineté conduit à un décrochage des citoyens européens qui se sentent oubliés !

### **Comment redonner espoir dans une institution si décriée ?**

En réaffirmant que faire l'Europe, car elle reste à faire, c'est se construire un destin commun. Comme l'affirme Hubert Vedrine dans son dernier ouvrage « Sauver l'Europe », il faut que les peuples européens se retrouvent à travers un projet européen qui réponde à leurs attentes. Il faut clarifier les rôles et répondre à la question concernant la valeur ajoutée de l'Europe : arrêter la « surréglementation », se concentrer sur des domaines bien définis, laisser le reste des décisions aux États, soucieux de leur souveraineté.

L'Europe s'est sans doute trop rapidement élargie en voulant garder des règles qui convenaient bien au noyau réduit et homogène de départ. En intégrant trop de pays sans avoir défini une ligne politique suffisamment claire, sans révision de sa gouvernance - en particulier une Commission Européenne omniprésente dans les décisions - en ont fait une institution dirigée, aux yeux des citoyens européens, par des technocrates sans véritable projet politique mobilisateur. Le rôle du Parlement Européen, représentant lesdits citoyens, paraît encore bien faible jusqu'à présent.

L'un des grands enjeux auxquels doit répondre l'Europe est notamment de s'affirmer comme une véritable puissance face à la Chine et aux États-Unis. Elle doit se projeter dans l'avenir, tous les pays d'Europe unis, pour faire face à une mondialisation qui ne laissera aucune chance à des pays isolés et repliés sur eux mêmes. Les

intérêts individuels de certains pays ne pourront donc pas être privilégiés.

Elle doit pouvoir également répondre à des questions aussi importantes que les limites de ses frontières, la poursuite ou non de l'intégration, la défense de l'environnement, une véritable politique de défense, les transformations de sa gouvernance avec un Président élu et un Parlement efficace.

Assurer une réelle coordination des politiques économiques et sociales en veillant à instaurer une fiscalité commune sur les entreprises mais aussi une mutualisation des dettes avec une vraie solidarité budgétaire sont des axes majeurs à concrétiser. Il est sans doute peu efficace de vouloir imposer une politique économique unique à des pays aux stades de développement très différents. Aussi cela justifie de maintenir la zone Euro sans l'élargir, mais avec des accords de coopération variables.

### **Les dossiers sont ouverts !**

Le Brexit à travers des négociations difficiles avec notre partenaire britannique doit contribuer à resserrer les liens entre l'ensemble des membres de l'Union Européenne, et à réaffirmer une vision commune de l'avenir.

Est-il utopique de rêver d'une Europe unie, avec des institutions décisionnaires démocratiquement élues, s'inscrivant dans un projet mobilisateur, exigeant mais porteur de développement et d'espoir pour les jeunes générations ? C'est à une véritable refondation qu'il faut s'attaquer ! Les élections du 26 mai doivent être le coup d'envoi d'une mobilisation de tous ceux qui croient à la force d'une véritable union politique, dans un monde libéral financiarisé.

L'Europe à construire a besoin de nous, de notre courage lucide, de notre énergie, et de notre confiance en l'avenir. ■



# Lecture Par Jacques Crochet

## « LA COMÉDIE (IN)HUMAINE »

de Nicolas Bouzou et Julia De Funès, Éditions de l'Observatoire



**L'**Entreprise, lieu de travail et de production, mais aussi de prise de risque, d'innovation, de convivialité, tels sont les traits dont on l'affuble aujourd'hui. Face à la complexité de son environnement, on attend d'elle une grande capacité d'adaptation. La convergence du Numérique, de la Robotique, du développement de l'Intelligence artificielle exigent qu'elle soit flexible, tournée vers l'avenir et capable de donner du sens à l'action de ses collaborateurs ! Correspond-elle toujours à cette image ?

Les auteurs de l'ouvrage, La Comédie (in)humaine, n'adhèrent pas réellement à cette présentation. Julia de Funès, Docteur en Philosophie, dirigeante du Cabinet Conseil en philosophie «Prophil Conseil», défend l'idée qu'il est important d'enseigner la philosophie pour combattre les idées reçues dans le grand public, mais aussi dans le monde de l'entreprise. Elle ne veut pas critiquer systématiquement l'Entreprise, mais l'observer et tourner en dérision ce qu'elle peut avoir d'absurde parfois. Elle a publié en mars 2017, «Socrate au pays des process».

Nicolas Bouzou, essayiste libéral, a été analyste en chef de l'Institut de prévisions Xerfi. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages, dont « Le travail est l'avenir de l'homme ».

La Comédie (in)humaine est une «croisade» contre ces entreprises rigides, à l'organisation et au management

dépasés. Les auteurs dénoncent pêle mêle ces idéologies mortifères : la dictature des process, l'inflation des réunions, l'absence de finalité affichée, l'égalitarisme, enfin cette idéologie du bonheur qui veut en faire la condition du travail, alors qu'il devrait être la conséquence d'un travail qui a du sens !

C'est un essai «iconoclaste» dans lequel ils passent en revue tous les maux du management contemporain. La critique est forte contre ce modèle managérial des grandes organisations dont la recherche de plus en plus d'efficacité a abouti à un système bureaucratique et taylorien. Cette entreprise qui parle du bonheur, oublie la convivialité. Pour ses collaborateurs, le sens reste opaque, l'innovation est « définitive ». Cette entreprise s'insurge contre la société qu'elle estime à l'arrêt, mais participe à cet engourdissement.

Philosophes acharnés de la libre entreprise, ils veulent retrouver un véritable management qui redonne sa place au courage et à l'autorité. Ils proposent, entre autres, une diminution de 50% du temps passé en réunion, le développement du travail à domicile, l'allègement des normes et l'encouragement à l'autonomie des salariés. Ils déclarent qu'il est urgent de laisser les collaborateurs s'organiser librement,

leur faire confiance, les laisser exprimer leur intelligence critique et ainsi leur permettre de redonner du sens à leur travail. Enfin une partie de leur ouvrage est consacrée à la formation professionnelle. Ils prônent l'abandon des formations inutiles et la mise en place de formation en humanité.

On peut regretter que la partie de l'ouvrage consacrée aux quinze propositions qu'ils présentent pour améliorer l'efficacité ne soit pas développée davantage. La part des constats est privilégiée, et même s'il est sain de rappeler ces errements, on pouvait sans doute passer plus rapidement aux préconisations, surtout que ces dernières sont à contre courant de beaucoup d'idées reçues. Mais c'est un ouvrage décapant, qui démythifie les concepts d'un management convenu, assésés depuis des années, en les confrontant aux réalités. Un ouvrage à lire par chacun d'entre nous, en réfléchissant à sa propre pratique managériale, et en pratiquant une saine auto-critique, si nécessaire.

Enfin saluons Julia de Funès, philosophe militante, combattant les idées reçues dans la société et dans l'entreprise, et pour laquelle «la philosophie aide les individus en éclairant le sens de leur réalité. On se sent mieux parce que l'on comprend. Mieux comprendre, c'est moins subir». ■

## Agenda

**Jeudi 16 mai 2019 - 19h**

Siège du Crédit Mutuel

### IK FÊTE SES 40 ANS !

Tables rondes et débats sur le thème :

### Territoire et métropole de demain

Quelle place pour le débat public et les démarches collaboratives face aux grandes transitions ?

**Mardi 13 juin 2019 - 19h**

### CONFÉRENCE-DÉDICACE

«Tournée Générale. La France et l'alcool»

Auteurs invités :

Thomas PITREL et Victor LE GRAND

Une réflexion sur les facettes culturelles du sujet de l'alcool.

**Mardi 25 juin 2019 - 19h**

### AG DE L'IK

Assemblée générale annuelle de l'Institut Kervégan

**Jeudi 4 juillet 2019 - 19h**

### TABLE RONDE

**L'énergie : Production, distribution, consommation.** Les enjeux d'une transition énergétique réaliste et durable.

Sortie du dossier #1 proposé par le groupe de réflexion « transition énergétique » de l'IK

## Nos partenaires

